Appel en faveur d'une réforme financière mondiale

Partage international n° 128 – Avril 1999

« La fin du mercantilisme est maintenant à portée de main… D'une manière générale, les marchés boursiers tels qu'ils fonctionnent aujourd'hui n'auront plus leur place dans la société nouvelle. » (un collaborateur de Maitreya, PI, *mai 1989)*

Les chefs d'Etat de 17 pays en voie de développement ont exigé que les activités des spéculateurs en devises et des sociétés multinationales soient contrôlées, afin d'empêcher ces opérateurs de s'enrichir au détriment de centaines de millions de pauvres à travers le monde. Le Groupe des 15 (qui compte en fait 17 adhérents et représente environ 30 pour cent de la population mondiale) s'est réuni à la Jamaïque et a convenu que les répercussions de la crise financière du Sud-Est asiatique montrent que les pays industrialisés doivent porter attention aux préoccupations du tiers monde.

Les revendications du G-15 portent sur les points suivants : la création de lois internationales permettant de contrôler les grands opérateurs financiers, et particulièrement les fonds d'investissements à risques et les spéculateurs en devises ; une participation plus importante des pays du tiers monde dans la gestion de la crise financière mondiale ; l'intégration de mesures de protection sociale dans les programmes de développement, afin de répondre aux besoins des plus pauvres ; l'abandon de la dette détenue par les pays industrialisés du G-7 et l'Union européenne, sur les pays les plus pauvres ; et le lancement immédiat de programmes de lutte contre l'accroissement de la pauvreté et du chômage, pour *« assurer la paix et la stabilité mondiale »*.

Sources : Associated Press, Reuters
Thématiques : Économie
Rubrique : Faits et prévisions